

## MONDE

### **Cinquantenaire du Traité de l'Élysée. (Fast) alles Gute zum Geburtstag !**

Eh oui, (presque) tout bon entre la France et l'Allemagne pour ce cinquantième anniversaire du Traité de l'Élysée. Le Président de la République et le Premier ministre ont assisté à un conseil des ministres en commun. Une séance au Bundestag pour les sénateurs, réunis ensuite avec les députés au Bundestag, en présence d'Angela MERKEL. Une « grandiose » séance sous la baguette de son virtuose président Norbert LAMMER accompagné de son collègue Claude BARTOLONE. Sans oublier le concert, le dîner... La fête était belle. Les discours au niveau de cette journée célébrant l'amitié entre les deux pays.

Cette amitié, fondement de la paix en Europe, n'est pourtant pas toujours un long fleuve tranquille. Il devait reconnaître François HOLLANDE à la tribune du Bundestag. Angela MERKEL se lançait dans ce qui nous rassemble : l'intégration européenne, mais aussi les objectifs économiques et financiers.

Les deux Parlements ont adopté une déclaration commune. Des engagements pour un vrai travail de coopération tous azimuts mettant en avant, l'OFJA, le renforcement des écoles et l'apprentissage de la langue.

Tous ont affirmé le soutien entier à la France au Mali.

.../...

**Florence CASSEZ à Paris**, après sept années dans les prisons mexicaines. Trois des cinq juges de la première chambre de la Cour suprême du Mexique ont estimé que les droits constitutionnels de la Française avaient été violés par les autorités lors de son arrestation en décembre 2005 et lors du montage policier mettant en scène sa soi-disant arrestation en direct devant les caméras de télévision. Libérée sur le champ, elle est depuis arrivée en France. Le président français, François HOLLANDE, qui a téléphoné à Florence CASSEZ a « salué » la décision de la Cour suprême, parlant de la fin d'une « période particulièrement douloureuse ». Nicolas SARKOZY s'est dit quant à lui « très ému et très heureux » de l'annonce de la libération de Florence CASSEZ avec qui il s'est également entretenu par téléphone.

**Fin d'une crise diplomatique.** L'affaire Cassez avait provoqué en 2011 une crise diplomatique entre la France et le Mexique ayant entraîné l'annulation par Mexico de l'année de la France au Mexique, après la décision de Nicolas SARKOZY de dédier cet événement à la Française.

**Mali. Les forces augmentent.** Les Français et l'armée malienne, qui ont repris le contrôle des villes de Diabali et de Douentza dans le centre du Mali, continuent de progresser prudemment vers le nord. Le nombre des soldats français déployés au Mali s'élève à 2.300 hommes. Il pourrait atteindre les 3.000. Parallèlement, les contingents africains continuent d'arriver au Mali et au Niger et regroupent désormais près de 1.600 soldats. Près de 1.000 Nigériens, Nigérians, Togolais et Béninois ainsi que les premiers éléments du futur état-major sont désormais engagés au sein de la Mission internationale de soutien au Mali (Misma) et plus de 500 soldats tchadiens ont rejoint Niamey. La mission de formation de l'Union européenne, qui comprendra 450 hommes, dont 200 instructeurs, sera officiellement lancée à la mi-février.

**340 millions à trouver.** Une conférence de donateurs pour le Mali doit se tenir le 29 janvier à Addis Abeba pour financer le déploiement des troupes africaines. Elle devra réunir au moins 340 millions d'euros, dont 220 millions pour la Misma, dont les effectifs, fixés à 3.300 hommes par le Conseil de sécurité, pourraient doubler.

**La Corée du Nord annonce un prochain essai nucléaire.** En signe de défi aux Etats-Unis, son « ennemi juré », et en réponse aux sanctions élargies de l'ONU. La résolution 2087, adoptée mardi dernier à l'unanimité, « condamne le tir » du 12 décembre auquel Pyongyang a procédé « en recourant à la technologie des missiles balistiques ». Il s'agirait cette fois d'une bombe à l'uranium hautement enrichi alors que les deux précédentes de 2006 et 2009 étaient composées de plutonium. Ce nouvel essai pourrait intervenir dans les prochaines semaines, voire les prochains jours.

...Remerciements à nos soldats de la part de la chancelière et du Président GAUCK : « *La France a pris l'initiative de combattre le terrorisme islamiste, devenu une menace pour l'Europe et l'Afrique. Nos esprits doivent être solidaires... mais notre action doit être commune* ».

Norbert LAMMER conclut et déclame : « *Dans chaque relation il y a des moments de raison et des moments de passion. En ce moment règne dans le franco-allemand plus de raison passionnée que d'amour romantique* ». Et d'ajouter « *Ce ne devrait toutefois pas être un inconvénient...* ».

Robert del Picchia

**Israël. Petite victoire pour Benjamin NETANYAHU.** Le Likoud, dont le chef du gouvernement est issu, et son partenaire nationaliste Israël BEÏTENOU étaient crédités de 31 des 120 sièges de la Knesset, onze de moins que dans la dernière législature. Le parti centriste de Yaïr LAPID ex-présentateur de télévision devenu chef de file de Yesh Atid (il y a un futur), est le gagnant. Il décroche 19 sièges. Le Parti travailliste est troisième avec 15 élus. Sanctionné mais reconduit, le Premier ministre israélien, est désormais confronté à la rude tâche de former une coalition gouvernementale viable. Coté palestinien, on doute que l'issue du scrutin puisse être bénéfique au processus de paix, y compris si les centristes entrent au gouvernement.

## EUROPE

**CAMERON souffle le chaud et le froid... A Londres,** il a annoncé la tenue d'un référendum sur le maintien du Royaume-Uni dans l'UE d'ici à la fin de 2017, soit, après les élections générales de 2015 et après le référendum portant sur l'indépendance de l'Ecosse, qui se tiendra en 2014. Le premier ministre britannique est opposé à tout nouveau transfert de pouvoirs à l'Europe qu'il veut réformer en luttant contre le manque de légitimité démocratique des institutions européennes. **A Davos le lendemain,** il rassure : le Royaume-Uni ne veut pas tourner le dos à l'Europe, « *bien au contraire* ». Il s'agit de savoir comment parvenir à « *une Europe plus compétitive, plus ouverte et plus flexible, et assurer la place du Royaume Uni en son sein* », a déclaré M. CAMERON, dans le cadre du 43<sup>ème</sup> Forum économique mondial (WEF).

**Fin des spéculations pour la Présidence de l'eurogroupe.** Spéculations qui circulaient entre le Luxembourg, la Belgique, l'Allemagne et même la France où le nom de MOSCOVICI avait été brièvement avancé. C'est finalement **Jeroen DIJSSELBLOEM**, ministre des Finances des Pays-Bas depuis deux mois, qui a été nommé président de l'Eurogroupe, en remplacement de Jean-Claude JUNCKER.

**Bruxelles. Conseil européen les 7 et 8 février.** Il sera consacré au cadre financier pluriannuel de l'UE pour 2014-2020. Le président, Herman Van ROMPUY est convaincu de pouvoir arriver à « *un bon accord* »...

## AFRIQUE – AMÉRIQUE – ASIE

**OBAMA II.** Festivités à l'américaine avec des centaines de milliers de personnes autour du Capitole. Pas de discours politique évoquant la nouvelle voie pour sortir de la crise économique mais sa vision de philosophie politique. Ses principes et priorités : changement climatique, nouvelles règles d'immigration, loi sur les armes, mêmes droits pour les homosexuels, etc. C'est ensemble que nous atteindrons le succès a dit Barack OBAMA. Un manifeste libéral selon le Washington post.

**Etats-Unis, la crise est presque finie...** Après un report de quatre mois de l'échéance sur le relèvement du plafond de la dette par la Chambre des représentants, Wall Street a clôturé à de nouveaux sommets en plus de cinq ans. Le géant de l'internet Google a dépassé pour la première fois la barre des 50 milliards de chiffre d'affaires, +10% pour les bénéficiaires. IBM a annoncé un bénéfice record pour 2012. Seul Apple perdait plus de 12% jeudi à la Bourse de New York, au lendemain de la publication de résultats trimestriels qui font craindre au marché un ralentissement de sa croissance.

**Japon. Le yen va couler à flot...** La Banque du Japon l'a annoncé, répondant aux sollicitations du gouvernement qui veut relancer l'économie et pousser légèrement l'inflation pour obtenir de fait une légère dévaluation de la monnaie japonaise. Ces mesures ont fait chuter la bourse et inquiètent les dirigeants occidentaux. La chancelière allemande, Angela MERKEL, a fait part jeudi à Davos de sa « *préoccupation* » à l'égard de la nouvelle politique monétaire du Japon, qui, selon certains, pourrait raviver une « *guerre des monnaies* ».

**Centrafrique.** Le célèbre avocat et défenseur des droits de l'homme, Nicolas TIANGAYE, a été nommé premier ministre, au terme des accords de Libreville entre le pouvoir et la rébellion de la Séléka. C'est à lui que reviennent certaines prérogatives du chef de l'Etat. Il lui reste à former un gouvernement et surtout à conduire une transition d'un an jusqu'aux législatives. Le gouvernement centrafricain a accusé, mercredi les rebelles de la Séléka d'avoir attaqué de nouvelles villes.

## POLITIQUE INTÉRIEURE

**FILLON – SARKOZY. 50 minutes en tête à tête.** Leur dernière rencontre remonte au 26 novembre. FILLON entend désormais réaliser ce qu'il s'était toujours refusé à faire à Matignon : structurer ses réseaux. L'objectif ? Faire vivre son courant pour préparer la primaire de 2016 pour la présidentielle. FILLON fixera fin février un « *cap pour les années à venir* ».

**Après la « Droite forte », voici la « Gauche forte »,** mais aussi la « Gauche populaire », la « Gauche durable ». C'est la naissance de pôles de réflexion à gauche. « *Notre but est de riposter de façon décomplexée à une Droite qui se considère toujours majoritaire idéologiquement en France* », selon les fondateurs. Alliance de militants, de parlementaires, d'intellectuels et d'élus, ces pôles se voient en relais entre la société civile et l'exécutif pour préparer 2017. Avec chacun son créneau : le social et la République pour la Gauche populaire, la fierté de l'identité socialiste pour la Gauche forte, la redistribution et l'écologie pour la Gauche durable. « *Ces clubs sont une vieille tradition de la gauche, regardés avec bienveillance* », mais ... « *Nous, nous aimerions que le PS soit le premier Think tank* » explique-t-on rue de Solferino...

**MORIN soutient, mais conseille BOORLO.** La formation qu'il préside, le Nouveau Centre se veut « *la force au cœur de ce nouveau parti* » de centre droit. « *Nous devons multiplier les initiatives communes sur le terrain* », a lancé, Hervé MORIN à ses troupes. Toutefois, il a mis en garde Jean-Louis BORLOO contre la tentation de mener « *des discussions avec tel ou tel dont on ne voit pas bien quelle valeur ajoutée cela apporte à l'UDI* ». *En l'occurrence, le Modem de François BAYROU...*

**NKM. « Il n'y a aucune fatalité à une victoire de la gauche à Paris ».** L'ancienne ministre de l'Ecologie, Nathalie KOSCIUSKO-MORIZET (UMP), dont la candidature aux municipales à Paris fait l'objet de spéculations, reste évasive : « *J'y répondrai le jour venu. Pour le moment, j'écoute et je réfléchi* ». Elle a été créditée par un sondage IFOP-JDD de 28% des suffrages au 1<sup>er</sup> tour et 44% au second, faisant jeu égal avec François FILLON. Mais dans les deux hypothèses, la socialiste Anne HIDALGO remporterait l'élection.

**LVMH en Belgique...** Le milliardaire français Bernard ARNAULT, directeur général de LVMH a fait transférer en Belgique, il y a plus d'un an, la quasi-totalité de sa participation dans le groupe de luxe. Bernard ARNAULT aurait réalisé cette opération en décembre 2011, en transférant 4 millions d'actions (31%) du Groupe Arnault, la holding familiale contrôlant l'intégralité de son empire, dont LVMH, à la société belge Piliinvest. Bernard ARNAULT, nie toute motivation fiscale et justifie l'opération pour assurer la pérennité et l'intégrité de son groupe en cas de décès accidentel.

**Les Français dans la déprime,** sur fond de chômage croissant. Une enquête Ipsos indique qu'ils sont 61% à voir une menace pour la France dans la mondialisation. Les sondés sont 90% à constater le déclin de la puissance économique de la France depuis 10 ans et 63% l'affaiblissement de son rayonnement culturel. 70% des personnes interrogées se reconnaissent dans l'idée qu'il y a trop d'étrangers en France, 72% estiment que le système démocratique ne fonctionne pas bien et 87% que le pays a besoin d'un « *vrai chef* » pour « *remettre de l'ordre* ». Une opinion partagée de l'extrême gauche à l'extrême droite avec des nuances sensibles.

## PARLEMENT

### Conseil Constitutionnel

**Saisines au 22 janvier 2013,** par la Commission nationale des comptes de campagnes et des financements politiques, concernant, entre autres, 17 candidats à l'étranger. <http://www.conseil-constitutionnel.fr/conseil-constitutionnel/francais/documentation/dossiers-thematiques/elections-legislatives-2012/contentieux/contentieux-des-elections-legislatives-2012-saisines-cnccfp-comptes-de-campagne.I35696.html>

### Assemblée nationale

**Social.** Adoption par 323 voix contre 177 du projet de loi créant les contrats de génération destinés à favoriser l'embauche des jeunes et le maintien, en parallèle, des seniors dans l'emploi. Toute la gauche a voté pour, de même que Marion MARECHAL-LE PEN (FN). Le groupe UDI (centriste) s'est abstenu tandis que celui de l'UMP a très majoritairement voté contre.

**Adoption de la proposition de loi dite « Brottes » portant la mise en place d'une tarification progressive des énergies de réseau.** Le texte prévoit un dispositif de bonus-malus sur la consommation énergétique des ménages en fonction d'un volume de base référent. Il étend les tarifs sociaux de l'eau et du gaz ainsi que la trêve hivernale pour tous les ménages.

## Sénat

**Rejet du Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux**, des conseillers municipaux, des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral. Le Sénat a rejeté, par 168 voix contre 142, l'ensemble du projet de loi. (Il avait déjà rejeté le scrutin paritaire pour les cantonales, mesure phare du projet consistant en un binôme homme-femme de conseillers généraux dans chaque canton ; il avait en revanche accepté le changement de dénomination du conseil général en conseil départemental et de conseiller général en conseiller départemental).

## CONSEIL DES MINISTRES

**Projet de loi** d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République. (Cf. p5)

**Ordonnances** - portant adaptation du code monétaire et financier à la départementalisation de Mayotte et du droit des chèques dans les collectivités d'Outre-mer et de Nouvelle Calédonie ;  
- relative aux allocations de logement à Mayotte.

## ÉCONOMIE - DÉFENSE

**Perquisitions aux domiciles de Bernard TAPIE et de Stéphane RICHARD**, PDG de France Télécom. Menées par la brigade financière, elles s'inscriraient, selon le site Internet du Monde, dans le cadre de l'enquête sur les conditions dans lesquelles a été réglé un conflit entre Bernard TAPIE et le Crédit Lyonnais. En 2008, un tribunal arbitral a accordé 403 millions d'euros à l'homme d'affaires pour mettre un terme au litige portant sur la cession du groupe d'équipements de sport Adidas.

**75%, finito ?** « *Nous démentons formellement* », dit l'entourage de Jean-Marc AYRAULT. A l'Élysée, on dément également. Selon les rumeurs reprises par Europe 1, la taxe des revenus supérieurs à 1 million d'euros, pourrait ne plus voir le jour. On parlait de « *difficultés dans la mise en place de cette mesure et des blocages politiques* ». « *Le nouveau projet devrait être présenté prochainement* », dit-on à Matignon. La taxe sera remise au goût du jour en septembre lors de la prochaine loi de finances.

**Fraude fiscale.** Le manque à gagner serait de 60 à 80 Md €, soit 1/5<sup>e</sup> des recettes fiscales brutes de l'Etat, selon un rapport du syndicat Solidaires-Finances publiques. En 2011, les contrôles fiscaux ont rapporté 13,48 Md, plus 2,92 Md de pénalités.

## FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER & AFFAIRES ÉTRANGÈRES

**Français incarcérés à l'étranger.** 2.216 français sont détenus à l'étranger. Les 2/3 en Europe et en Asie centrale. 40% le sont pour des affaires de stupéfiants et 35% pour des motifs de droit commun.

**Le rôle du Consulat.** Le Consulat procure au Français arrêté une liste d'avocats, francophones dans la mesure du possible, pour assurer sa défense. Un agent consulaire sera observateur aux audiences du procès. Il s'assurera que le Français arrêté soit assisté, si nécessaire, d'un traducteur et que les droits de la défense soient respectés.

Renseignements : [Bureau de la protection des détenus du Ministère des Affaires étrangères](#) : au +33 1 43 17 91 07 ou +33 1 43 17 67 62 ou +33 1 43 17 91 99.

### Loi de finance 2013, ce qui change en 2013 pour les Français de l'étranger :

- **ISF ; Impôt de solidarité sur la fortune** : Les non-résidents fiscaux sont imposables à l'ISF à raison de leur biens situés en France. Pour l'ISF 2013, le seuil de déclenchement de l'imposition est fixé à 1.300.000 € (taux progressifs allant de 0,5 à 1,7%)

- **Impôts sur le revenu** : Les non-résidents fiscaux sont imposés en France sur certains revenus de source française et notamment sur leurs revenus tirés de la location d'un bien immobilier. En 2013 : création d'une tranche d'imposition supplémentaire de 45 % pour la fraction des revenus supérieure à 150.000 € par part de quotient familial.

- **Taxe sur les plus values** : En 2013, une taxe supplémentaire pour les non-résidents sur les plus-values imposables d'un montant supérieur à 50.000 € en cas de cession d'un bien situé en France. Son taux est fonction du montant de la plus-value et s'élève entre 2 et 6%,

**A noter** : Par arrêté du ministre des affaires étrangères en date du 10 janvier 2013, la commission permanente pour l'emploi et la formation professionnelle des Français à l'étranger est convoquée à Paris le mercredi 13 mars 2013.

- La session de printemps de l'AFE, l'Assemblée des Français de l'étranger, se tiendra au Ministère des affaires étrangères, (rue de la Convention), du 4 au 9 mars.

## SANTÉ – SOCIÉTÉ

**Nouveau chantier législatif : Refonder l'école.** Il s'agit, entre autres, du rééquilibrage des moyens en faveur du primaire, de l'accueil en maternelle des enfants de moins de trois ans, d'une éducation au numérique, un enseignement moral et civique du primaire au lycée, un parcours d'éducation artistique et culturel personnalisé, l'enseignement d'une langue vivante obligatoire dès les CP, la rénovation du collège unique, etc. Tous les détails : <http://www.education.gouv.fr/cid66812/projet-de-loi-pour-la-refondation-de-l-ecole-une-ecole-juste-pour-tous-et-exigeante-pour-chacun.html>

**Manifs pour tous.** Après la grande manifestation de centaines de milliers de personnes contre le projet de loi du mariage pour tous, le 13 janvier, quelques dizaines de parlementaires ceints de leur écharpe, ont protesté mercredi matin devant l'Élysée. Ils ont fait remettre un courrier au chef de l'Etat pour réclamer un référendum. François HOLLANDE reçoit, ce vendredi, la porte-parole des anti., Frigide BARJOT. Enfin, ce dimanche, ce seront les pro. qui manifesteront à Paris.

« **Le contour du mariage, ce n'est pas au Conseil constitutionnel de le définir** ». Jean-Louis DEBRE a rappelé une décision du 28 janvier 2011. Ajoutant « *C'est de la compétence du Parlement, pas de la compétence du Conseil constitutionnel* ». Et il souligne la même jurisprudence en 1979 pour l'IVG. « *C'est aux élus de la Nation de dire quelle forme ils veulent donner au mariage (...) c'est de leur responsabilité* », a insisté le Président du Conseil constitutionnel.

## CULTURE – NOUVELLES TECHNOLOGIES

**Plus bas historique.** « *En 2012, 3.645 personnes ont trouvé la mort sur les routes. C'est la mortalité routière la plus basse enregistrée depuis les premières statistiques en 1948* », a déclaré Manuel VALLS. Le nombre des personnes blessées a également baissé de 6,9%.

**Ethylotest dans les voitures.** Si vous n'en n'avez pas, n'en n'achetez pas. Ils ne sont plus obligatoires. Manuel VALLS, le ministre de l'intérieur, a reporté sine die cette obligation. Les complications techniques liées, entre autres, à la qualité l'ont conduit à prendre cette décision.

**Fiscalité numérique.** Une proposition vise à taxer les « *pratiques de collecte, de gestion et d'exploitation commerciale de données personnelles, issues d'utilisateurs localisés en France* ». La ministre chargée des PME, Fleur PELLERIN, et le ministre délégué au Budget, Jérôme CAHUZAC, réfléchissent aussi à « *une taxe sur les interconnexions de données* » qui viseraient les groupes internationaux tels Google, Amazon ou Facebook, pour l'accès au réseau des opérateurs français.

**2012 : Année record pour le cinéma français à l'étranger.** Le cinéma « made in France » se porte bien. 140 millions d'entrées en 2011 (ancien record : 84,2 millions en 2008) pour 875 millions d'euros de recette. Et ce grâce à trois films : « *Intouchables* », « *Taken 2* » et « *The Artist* ». L'Europe occidentale et l'Asie connaissent les plus fortes progressions.

## CARNET

### Météo

**Pas de réchauffement climatique...** Une vague de froid polaire a frappé le Canada et le nord des Etats-Unis, les températures ressenties descendant à -38 degrés Celsius à Ottawa et Montréal, et même à -40 degrés à Québec. Le Canada était cette semaine le pays le plus froid du monde, avec -43,1 degrés enregistrés à Little Chicago dans les Territoires du Nord-Ouest et -40,3 à Rouyn-Noranda au Québec, devant Iakoutsk en Sibérie (-38,8).

### Nominations

**Michel DUCLOS**, ambassadeur auprès de la Principauté de Liechtenstein, en résidence à Berne.

**Etienne de MONTAIGNE de PONCINS**, ambassadeur en Somalie, en résidence à Nairobi.

**Jacques LAPOUGE** nommé ambassadeur chargé des négociations sur le changement climatique.

**Michèle RAMIS-PLUM** sera nommée ambassadeur chargé de la lutte contre la criminalité organisée.

**Jean-Baptiste CHAUVIN** devrait être nommé ambassadeur au Costa-Rica.

**Jean-Jacques BROT** serait nommé Haut commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie.

**Ambroise FAYOLE** devrait être nommé DG de France Trésor.

**Benoît DUSSAUGEY**, DG international de Dassault Aviation.

**INFOS Hebdo. Copyright :** Robert del PICCHIA. **Editeur :** le sénateur Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN. **Clause de non responsabilité :** l'Editeur s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour mais sans garantie. Les informations contenues dans *INFOS Hebdo* ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication. **Tél. :** +33 1 42 34 26 87. **Fax :** +33 1 42 34 42 08. **Mail :** [r.delpicchia@senat.fr](mailto:r.delpicchia@senat.fr)